

KOMITÉ POPILE

jik an bout!



Responsable de publication : Jean ABAUL – Contact : 0696 41 41 32 | cncpmartinique@gmail.com

EDITORIAL

DES ELECTIONS PRESIDENTIELLES EN REPUBLIQUE BETTERAVIERE



*Le concept de « République bananière » a été inventé par les occidentaux pour ancrer dans l'opinion l'idée que la corruption et le non-respect de la démocratie sont l'apanage de pays du tiers-monde^{*1}. Ceci leur permettait, en même temps, d'idéaliser leur pseudo-démocratie et de cacher la pourriture de leur système. En choisissant notre titre, nous entendons prendre le contre-pied de cette mystification idéologique. La tragi-comédie des élections présidentielles actuelles illustre parfaitement le caractère factice de la démocratie en République betteravière française.*

Depuis sa conception par la bourgeoisie française, le système électoral est structuré de telle sorte qu'il ferme la porte aux candidats qui ne sont pas au service de la classe dominante. Ces derniers, en effet, se heurtent à des barrières souvent infranchissables. L'exemple du psychodrame qu'a constitué la course aux 500 parrainages, illustre bien cet aspect des choses. Des candidats qui, lors du précédent scrutin, avaient obtenu des millions de voix réparties dans toutes les Régions auraient pu être exclus de la compétition. Paradoxalement, des candidats de

partis minoritaires ont obtenu les fameux parrainages avant eux. Cela, d'une part, parce que les dirigeants des partis traditionnels qui défendent les intérêts des classes dominantes donnent des consignes à leurs élus pour accorder ou refuser leurs parrainages en fonction de leurs propres intérêts électoralistes et, d'autre part, parce que les élus des petites collectivités - qui sont l'écrasante majorité - ont la hantise de voir leurs dossiers bloqués par les administrations dépendant du pouvoir, en cas de « mauvais parrainage ».

* Nombreuses sont les dispositions législatives prévues pour limiter la marge de manœuvres des « empêcheurs de piller en paix » (impossibilité d'accès aux salles publiques et aux locaux d'associations, conditions du financement et de la propagande électorale, etc.)

* C'est surtout le « mur de l'argent » qui permet au système de se protéger. Les candidats sponsorisés par les capitalistes disposent d'énormes moyens financiers pour mener campagne. S'offrant de grandes salles privées et dans une débauche de marketing, ils marginalisent les candidats aux faibles moyens^{*2}. Le plus spécieux de l'affaire, c'est que ces frais leur sont remboursés après les élections (ce qui n'est pas le cas pour les « petits candidats » qui se retrouvent endettés).

* La force de frappe des candidats du système est décuplée par le parti-pris des empires médiatiques. Au « travail » habituel de désinformation, d'abrutissement et de conditionnement qu'ils mènent pour asservir l'opinion publique, vient s'ajouter la planification d'une offensive pour conduire leur candidat au pouvoir. La campagne officielle ne pèse rien en face. Dans le cadre des élections présidentielles actuelles, cela se traduit par des manœuvres visant à disqualifier tous les candidats opposés à Emmanuel Macron. Tout est fait pour détourner les esprits des enjeux réels de l'élection. La guerre en Ukraine est instrumentalisée à cette fin. On ne parle que de ça ! L'objectif est de faire oublier le Macron, président des riches, arrogant, saboteur des droits des couches populaires et mauvais gestionnaire de la crise sanitaire. A quelques jours du scrutin, ce qui doit s'y substituer, c'est l'image du courageux chef d'état qui défend un pays agressé, l'Europe et la démocratie, l'image d'un grand personnage qui défie un Poutine diabolisé (en même temps que sont vilipendés tous les autres candidats accusés de collusion avec le dictateur).

* Dans le même temps, les représentants de la bourgeoisie qui sont déjà aux commandes des institutions enfoncent le clou en utilisant les immenses moyens d'état mis à leur disposition au vu de leur fonction, pour abuser les électeurs. Aux frais des contribuables, Macron et ses ministres sillonnent le terrain pour faire des annonces démagogiques : remise de 15 centimes par litre d'essence du 1^{er} Avril au 31 juillet, revalorisation du point d'indice des fonctionnaires (bloqué depuis...5 ans !), augmentation du SMIC « cet été ». Même si l'on sait que, comme le dit l'adage, « les promesses n'engagent que ceux qui

veulent y croire », le résultat est que les électeurs les moins éclairés tombent dans le panneau. Une chose est sûre : dès le lendemain des élections, les cadeaux électoraux seront rattrapés par un pillage ultralibéral qui reprendra féroce.

* Les sondages sont l'une des armes de manipulation les plus scandaleuses^{*3}. Pour preuve : cet indécent matraquage auquel on a droit dans les médias depuis plusieurs semaines. En chœur, ils serinent que « Macron devance largement tous les autres candidats ! » : Moyen de décourager le vote des adversaires et de déclencher un vote prétendument « utile ». Cela relève de la « fabrique du consentement » et offre un exemple patent de propagande totalitaire : Imaginez ! La France compte 66,7 millions d'habitants. Leur fameux « sondage » concerne 1700 personnes consultées par internet censées représenter 48 millions d'électeurs !



* Aux moyens légaux dont ils disposent pour s'accrocher au pouvoir, les candidats adoubés par le système, ajoutent l'arme de la corruption. Cette réalité a largement été prouvée par de nombreux scandales. Deux exemples : Balladur avec les rétro-commissions pour la vente de sous-marins au Pakistan, Sarkozy avec les fausses factures de Bygmalion et l'argent libyen. Quand on constate la lenteur des procédures judiciaires, la clémence et l'impunité objective dont jouissent les délinquants politiques, on comprend bien que le phénomène ne risque pas de disparaître de sitôt.

En fin de compte, Il n'est pas étonnant qu'après le tamisage financier, médiatique et législatif, les candidats qui sont en possibilité de l'emporter sont ceux qui ne mettent pas le système en danger^{*4}. La véritable démocratie n'existera jamais en République betteravière et la souveraineté populaire reste à construire.



Où se situe l'intérêt de notre Peuple dans tout cela ?



Mobilisation de 2009

Dans notre pays colonisé par la France, la question de la participation aux Présidentielles ou celle du choix du candidat ne se pose pas du tout dans les mêmes termes que pour le peuple Français. S'il appartient à ce dernier de faire les choix qu'il juge utiles par rapport à ses objectifs de lutte, les nôtres doivent être guidés par l'impérieuse nécessité de décolonisation. Il est donc essentiel que nous combattions toutes les illusions assimilationnistes

**1 - Le comble est que ce sont ces mêmes occidentaux qui ont porté au pouvoir, sinon soutenu, tous les régimes totalitaires qui ont sévi dans le tiers-monde ! De plus, à aucun moment de leur histoire leurs propres pays n'ont été épargnés par les scandales de corruption et les violences étatiques.*

**2 - Sommes dépensées par les candidats aux dernières présidentielles : Macron 16,7 millions d'euros - Benoît Hamon 15,072 millions d'euros - François Fillon 13,784 millions d'euros - Marine Le Pen 12,416 millions d'euros - Jean-Luc Mélenchon 10,676 millions d'euros - Nathalie Arthaud 958.237 euros - Philippe Poutou 782.448 euros*

**3 - Ces dernières années de nombreuses élections de par le monde ont montré que la manipulation n'atteint pas toujours ses objectifs et des outsiders ont fait mentir toutes les certitudes. Il est de plus en plus difficile pour les classes dominantes de cacher aux peuples les causes de leurs difficultés. En France, la possibilité d'un deuxième tour entre Marine LEPEN et Jean-luc MELENCHON n'est pas à exclure.*

et que nous ne nous laissions pas piéger par le calendrier politique de « l'autre ». Nous devons rester maître de notre agenda.

En l'occurrence, nous considérons qu'il faut profiter de ces présidentielles françaises pour signifier clairement au pouvoir colonial notre volonté de prendre en mains notre destin. Cela, d'autant plus que les mesures scélérates et liberticides qu'il a imposées à notre peuple, en se cachant derrière le prétexte de lutter contre la crise sanitaire, nous ont clairement prouvé que nos intérêts sont opposés aux leurs et que nous devons impérativement disposer d'un pouvoir institutionnel qui nous permette de décider nous-mêmes de ce qui est bon pour nous.

Les prochaines élections présidentielles françaises peuvent être l'occasion de montrer au chef d'état français*⁵, à son préfet-gouverneur, à ses directeurs d'ARS, de CHU, d'ONF et autres, que *yo sé yo, nou sé nou épi ki yonn pa lot !*

Nous prôtons donc l'abstention car, plus la participation sera basse, moins le pouvoir colonial sera légitimé pour nous imposer ses diktats et parler en notre nom *⁶.

**4 - C'est le constat de cette réalité qui pousse une large fraction de la population à considérer que « Tous les élus sont pourris » et à désertier la lutte politique. Notre devoir est de convaincre le plus grand nombre que les peuples doivent, au contraire, s'organiser pour que des politiques représentant leurs intérêts arrivent au pouvoir et, pour cela, que c'est le système électoral conçu par la bourgeoisie qui doit être combattu.*

**5- Toutefois, nous respectons la position de ceux qui, en cohérence avec leur position internationaliste, appellent à voter pour des candidats dits d'extrême-gauche se revendiquant de l'anti-capitalisme ou de l'anti-colonialisme. De toute façon, ces votes là ne pourront pas être portés au crédit du pouvoir colonial.*

**6 - Constatons, à ce propos, qu'aucun candidat en capacité d'être élu, y compris Jean-Luc Mélenchon, n'envisage de mettre fin à la domination coloniale que la France impose à notre pays.*

PAWOL FONDOK

« On ne ment jamais tant qu'avant les élections, pendant la guerre et après la chasse. »

Georges Clémenceau

Note de la Rédaction : L'auteur de la citation « Le fascisme n'est pas le contraire de la démocratie mais son évolution par temps de crise. » publiée dans notre N° 193 est Bertolt Brecht.



INITIATIVES ALTERNATIVES

LE COLLECTIF DES OUVRIERS ET OUVRIERES AGRICOLES EMPOISONNES (ES) PAR LES PESTICIDES : TOUJOURS AU FRONT !

A l'occasion de la célébration du deuxième anniversaire de la création du Collectif des ouvriers empoisonnés, ses membres avaient annoncé qu'ils organiseraient une tournée dans les différentes communes de notre île pour populariser les 11 points de revendications des victimes de l'empoisonnement aux pesticides, faire signer la pétition « pour une juste solution à l'empoisonnement de la population Martiniquaise par le chlordécone » et pour rentrer en relation avec un plus grand nombre d'ouvriers et d'ouvrières concernés. Depuis, trois opérations ont été menées successivement dans les bourgs du Lamentin, du Gros-Morne et du Morne-Rouge.

Chaque fois, la population a manifesté un soutien unanime. A ce jour, 3 000 personnes ont déjà signé la pétition (dont la moitié en ligne). Le Collectif s'est donné pour objectif d'atteindre le nombre de 10.000 au mois de juillet.

Répondant à une interview lors de la matinée d'information au Morne-Rouge (Cf. *France Antilles* 14.03.2022), le Président Yvon SERENUS a insisté sur l'importance pour la population de renforcer sa mobilisation pour obtenir réparation du crime d'empoisonnement, car l'État n'a pas la volonté de faire avancer sérieusement le dossier. La reconnaissance du cancer de la prostate comme maladie professionnelle a été accompagnée de la condition de pouvoir prouver qu'on a été en contact pendant 10 ans avec le produit. Pour Yvon SERENUS, cela est inadmissible, d'autant plus que les nombreuses autres pathologies aussi meurtrières ne sont pas prises en compte. Il précise que la gratuité du dépistage du taux de chlordécone dans le sang a été

obtenue mais que les grands propriétaires - principaux responsables du crime d'empoisonnement - refusent toujours de payer une journée pour permettre aux ouvriers d'aller se faire dépister aux heures où cela est possible dans les laboratoires.

Pour notre part, nous constatons que les autorités françaises jouent la montre pendant que les ouvriers continuent à mourir dans le silence. Pour contourner la question de la réparation globale, la Préfecture a introduit dans la place une association française (Phytovictime) qui invite les ouvriers à entreprendre des



28 Mars 2021 : Première manifestation du collectif des ouvriers agricoles



démarches individuelles pour obtenir une indemnisation (*Nous reviendrons ultérieurement sur cette question*). Et pendant ce temps là, l'offensive judiciaire se poursuit pour réprimer les militants qui avaient exigé réparation du crime d'empoisonnement devant les centres commerciaux. Nous devons donc renforcer la mobilisation pour que les coupables du crime soient jugés et pour exiger justice et réparation.

Nous invitons instamment tous nos lecteurs et toutes nos lectrices, tous nos amis militants et militantes de l'étranger à exprimer leur soutien en signant la pétition en ligne du collectif des ouvriers et ouvrières empoisonnés(es) et en la faisant circuler.

(<https://www.change.org/p/un-pacte-pour-une-juste-solution-à-l'empoisonnement-de-la-population-martiniquaise>).



■ C'EST ÇA LA « FRANÇAFRIQUE »

Il n'est pas étonnant que les médias français soient restés discrets sur la parution du livre dans lequel François MATTEI restitue le témoignage de Laurent GBAGBO, témoignage recueilli au cours des visites qu'il rendait à celui-ci alors qu'il était emprisonné. Arraché du pouvoir par l'armée française le 11 avril 2011 et accusé de crime contre l'humanité, le Président ivoirien a été livré à la Cour Pénale Internationale et incarcéré. Il a été définitivement acquitté le 31 mars 2021 et libéré après 7 ans de détention. Dans le livre « Pour la vérité et la justice », Laurent GBAGBO fait des révélations sur les véritables raisons de l'intervention de l'armée française. Nous en citons un extrait significatif :



<< Quand je suis arrivé au pouvoir en 2000, j'ai trouvé dans le contrat d'exploitation du pétrole ivoirien que la côte d'Ivoire gagne 12% sur un baril de pétrole. Cela signifie en français facile que si on vend un baril de pétrole par exemple à 1000f, la France prend 880f et la Côte d'Ivoire prend 120f. J'ai jeté un autre coup d'œil dans les autres contrats des ports, cacao, café, or, diamants et autres. Je me rends compte que c'est le même système de pillage qui existe partout.

Un mois après mon élection, j'ai engagé des discussions avec la France pour obtenir des accords égal à égal dans toutes nos affaires. C'est à dire 50% - 50%. Elle a refusé, j'ai vu des gens rougis comme si on leurs annonçait une mauvaise nouvelle et cela a été vue comme une menace pour les intérêts français, voilà pourquoi ils m'ont combattu et ont mis au pouvoir leurs amis qui continuent avec les mêmes faux accords jusqu' aujourd'hui. >>

■ LA DEMOCRATIE A LA SAUCE ETATS-UNIENNE

Combien d'admirateurs du modèle de « démocratie » existant aux USA savent que 500 prisonniers politiques croupissent dans les prisons de ce pays ? Mais comment pourraient-ils le savoir ? Les empires médiatiques ont posé une chape de plomb sur cette information. Les institutions censées dénoncer les atteintes aux droits humains, elles, regardent systématiquement ailleurs ! Quant aux gouvernements qui se sont autoproclamés défenseurs exclusifs de la démocratie dans le monde, leur indignation et leurs sanctions ne concernent que les seuls adversaires de la domination impérialiste occidentale.

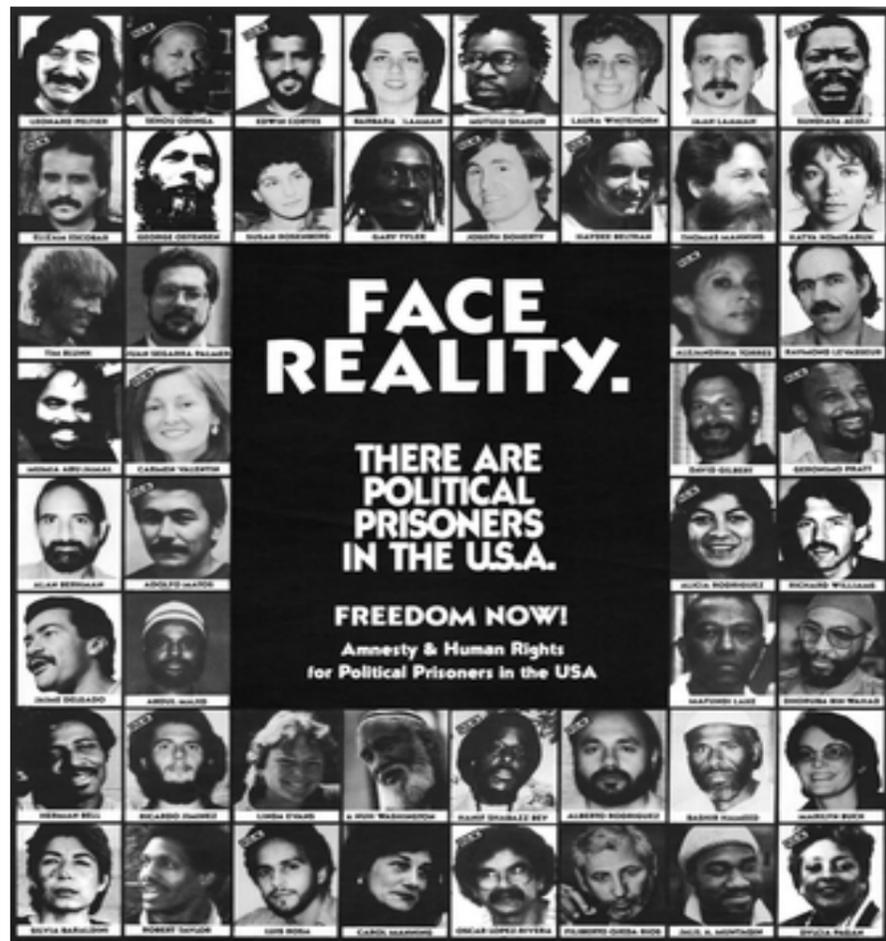


Pour tout ce beau monde, il faut punir le Venezuela quand des gens, qui ont tenté une insurrection militaire contre le gouvernement élu, sont mis en prison : ce seraient des « combattants de la liberté ». Mais quand Leonard Peltier, poète, indien lakota et

dirigeant de l'American Indian Movement, presque aveugle et de santé fragile, est détenu depuis 40 ans pour avoir défendu les droits des peuples indiens, cela ne mérite même pas d'être signalé ! 200 autres militants Indiens d'Amérique du Nord sont emprisonnés



aux USA. Quand Mumia Abu JAMAL, journaliste et militant politique, privé des soins qu'exige sa maladie, est maintenu dans les couloirs de la mort depuis 1982, alors qu'il est établi qu'il a été victime d'une machination policière, bien peu de bonnes consciences s'en émeuvent. Ah ! Si c'était Navalny !



Dans les prisons états-uniennes les prisonniers politiques portoricains se comptent par dizaines. Sur la base de Guantanamo, que les USA occupent illégalement à CUBA, une centaine de personnes enlevées dans différents pays et transférées secrètement par avion, sont détenues sans pouvoir être défendues.

Dans le prétendu « monde libre » états-unien, chaque année, on compte entre deux et trois millions de personnes dans les prisons. Chiffre à mettre en relation avec le total mondial qui est de neuf millions. Cette frénésie d'incarcération s'explique entre autres par le fait que les prisonniers sont mis au service d'états ou d'entreprises privées moyennant de faibles rétributions, sans compter que, comme cela a été révélé, des expérimentations médicales sont faites sur les prisonniers. Alors, on comprend pourquoi les autorités emprisonnent à tour de bras. L'engrenage peut conduire certaines personnes à rester en prison pendant 20 ans pour avoir volé des bonbons.

On sait qu'un racisme systémique continue à gangrener les USA. Cela se traduit par le fait que 21 % des détenus sont d'origine hispanique et 38% afro-américains alors que les blancs représentent 76 % de la population.

Mais les belles œuvres de la « démocratie » états-unienne ne s'arrêtent pas à l'emprisonnement, c'est le pays où la police peut tuer sans limite et impunément. 1 000 personnes par an en moyenne, la plupart étant des noirs !

Voici donc le pays que certains continuent à prendre comme modèle et à qui ils entendent confier le rôle d'imposer leur « démocratie » au reste du monde !

NB. Ce texte reprend de nombreuses informations contenues dans l'article de Lee Camp paru sur le site *investig'action*.

SUGGESTION DE LECTURE

* <https://www.legrandsoir.info/> / *confier aux grandes entreprises pharmaceutiques la responsabilité du déploiement des vaccins a été une grave erreur par Nick Dearden*

* <https://epss.collectifnovembre.com/2022/03/07/les-grands-meres-rouges-du-mouvement-international-des-femmes-par-kristen-r-ghodsee/>

* <https://www.mondialisation.ca/> / *Les croix gammées de Justin Trudeau. « Une démocratie aux caractéristiques néo-nazies ». La loi sur les mesures d'urgence est révoquée. Par Prof Michel Chossudovsky, 25 février 2022*



1999 : LE CRIME DE L'OTAN EN SERBIE

A l'heure où les va-t-en guerre occidentaux jettent des larmes de crocodiles sur les souffrances du peuple ukrainien, il nous semble important de partager avec vous cet article de Claude FRICO publié sur le site <https://bellaciao.org>.



« Ce n'est pas l'Ukraine, c'est Belgrade en Serbie (ex-Yougoslavie) sous les bombardements de l'OTAN en 1999, qui ont duré 78 jours. Ils n'ont connu aucune trêve, pas même pour la Pâque orthodoxe.

Pour expliquer l'agression de la Yougoslavie, George Kenney, un ancien responsable du département d'État américain pour la Yougoslavie, déclara peu après son démantèlement :

« Dans l'Europe de l'après-guerre froide, il n'y avait plus de place pour un grand État socialiste indépendant qui résistait à la mondialisation ».

Je m'en souviens comme si c'était hier. Mon ami serbe Ceda pleurait, lui qui, jeune lieutenant, avait combattu les nazis, sous

les ordres de Josip Tito, des tueurs fous qui commettaient partout des meurtres atroces et des Oradour-sur-Glane tous les 20km !

Les bombardements de Belgrade ont fait des milliers de victimes civiles, assassinées en toute impunité par la machine belliciste de l'impérialisme étasunien appelée



Morts sous les bombes de cette OTAN qui veut encercler le rival Russe

« Force Alliée ». Des vagues de réfugiés fuyaient les bombardements incendiaires de la ville. Des armes nouvelles étaient expérimentées. Le crapuleux texte de Rambouillet qui exigeait de la Serbie qu'elle laisse entrer les troupes de l'OTAN dans toute la Yougoslavie, « était une provocation, un prétexte pour déclencher les bombardements ». Un peu plus d'un an après, Lord Gilbert, le ministre britannique chargé des achats pour la défense, l'admettait : « Je pense qu'à l'époque, des personnes à l'OTAN voulaient absolument la guerre. Je pense que les conditions imposées à Milosevic à Rambouillet étaient absolument intolérables : comment aurait-il pu les accepter ? Cela a été fait exprès ». Henry Kissinger, que l'on peut difficilement qualifier de « pacifiste », a dit la même chose.

Les règles du jeu et l'histoire de notre continent, mais aussi celles du monde entier, n'ont pas été modifiées par la Russie le 24 février 2022 en lançant des missiles sur des cibles militaires de l'armée ukrainienne. Elles ont été modifiées il y a trois décennies, en 1991, après la disparition de l'Union Soviétique. Assez de doubles standards et d'équidistances inadmissibles.





UKRAINE : UN PAS DE PLUS VERS LA GUERRE MONDIALE !

Les empires médiatiques occidentaux sont massivement mobilisés pour persuader l'opinion que ce qui se passe en Ukraine est le résultat de la méchanceté d'un dictateur fou nommé Poutine qui veut empêcher qu'un innocent pays démocratique rejoigne la paisible famille européenne. Chacun devrait prendre conscience qu'en réalité, il s'agit d'un pas supplémentaire et prémédité vers une troisième guerre mondiale. C'est dire que soutenir l'un ou l'autre des camps qui s'affrontent sans s'être valablement informé relève d'une coupable irresponsabilité.



Positionnement des bases de l'OTAN face à la Russie

C'est depuis plusieurs décennies que les puissances impérialistes se préparent à s'affronter. Après l'effondrement de l'Union Soviétique qui mettait fin à « l'équilibre de la terreur » (les deux principales puissances étant dotées d'un puissant arsenal nucléaire), le camp des impérialistes occidentaux, mené par les USA, était persuadé que son hégémonie était définitivement garantie dans un monde unipolaire.

Sauf que rien ne peut arrêter la roue de l'histoire. La Chine a développé son potentiel de façon fulgurante et est en passe de devenir la première puissance économique du monde. La Russie, elle, s'est reconstituée en puissance rivale sur laquelle il faut désormais compter. Dans le même temps, les mouvements populaires dans les pays dominés

n'ont cessé de s'amplifier, compromettant la mainmise des impérialistes occidentaux sur leurs sources d'approvisionnement en matières premières et fragilisant les points d'appuis de leur domination militaire. D'autre part, leurs manœuvres de subversion visant à renverser les « gouvernements hostiles » se révèlent de plus en plus inopérantes. Ceci explique que, de part et d'autre, les adversaires se préparent à la guerre. Tous augmentent sensiblement leurs dépenses d'armement et se positionnent stratégiquement en prévision de l'affrontement décisif.

Le véritable enjeu ukrainien

C'est dans ce contexte que la situation en Ukraine doit être analysée. Le camp occidental a entrepris d'encercler la Russie en



installant les bases de l'OTAN et en appelant les pays voisins de celle-ci à intégrer son pacte militaire. Or, cela est contraire aux engagements pris à l'heure du dégel entre les deux blocs et après la dissolution du Pacte de Varsovie. Dès lors, la puissance Russe s'est lancée, elle aussi, dans une stratégie guerrière pour s'imposer dans les régions russophones de l'Ukraine et faire blocage à l'adhésion de ce pays à l'OTAN. Il s'agit là d'un conflit entre puissances rivales et pour les deux camps, l'enjeu ukrainien est décisif.

Si l'Ukraine sort victorieuse, forte, d'une part, du soutien militaire et financier massif que lui portent les USA et l'Union Européenne, et grâce, d'autre part, aux "sanctions" prises par les mêmes pour saboter l'économie Russe, le camp occidental disposera d'une base solide pour attaquer frontalement la Russie. Une provocation quelconque suffirait de prétexte.

Si la Russie, réussit son pari, elle bénéficiera d'une zone tampon et sortira renforcée, d'autant plus que, pour faire face aux sanctions, elle consolide ses liens avec d'autres pays comme la Chine.

Mais dans les deux cas, tant le Peuple Ukrainien que les autres Peuples du monde seront perdants.

Car, dans cette affaire, le Peuple ukrainien est pris en otage

En mettant en marche leur énorme machine de propagande destiné à apitoyer le monde entier sur les souffrances subies par les civils ukrainiens, les impérialistes occidentaux font preuve d'un cynisme répugnant. Leurs mains à tous dégoulinent encore du sang des civils qu'ils ont massacrés de par le monde et ils savent bien que, dans l'histoire, il n'a jamais existé de guerre « propre ».



Après un bombardement au Yémen

Depuis 2000, l'armée israélienne a tué 1 800 enfants dans les territoires palestiniens occupés. Depuis 2014, dix mille enfants ont été tués ou blessés par des bombes au Yémen. Quel média a déjà interrogé une mère désespérée ? En sept ans de conflit dans ce pays, 377.000 civils ont été tués. Quel appel à la solidarité a été lancé ? Combien de réfugiés les pays occidentaux ont-ils décidé d'accueillir ? Dans cette guerre où intervient une coalition menée par l'Arabie Saoudite

- à qui la France vend des armes - qui a traité le roi Salmane de dictateur et qui a fait saisir ses biens ?

En vérité, la guerre qui se mène aujourd'hui en Ukraine n'a certainement pas pour objectif de défendre les intérêts du peuple de ce pays.

Répétons-le : les puissances rivales sont en marche vers une guerre totale qui sera dévastatrice pour tous les peuples du monde. Nous subissons déjà les effets de la guerre économique menée contre la Russie par les

impérialistes occidentaux. Ces derniers se moquent totalement des effets collatéraux sur leurs propres populations.

Les multinationales et les gros capitalistes continueront à tirer leur épingle du jeu. Les livraisons massives d'armes aux autorités ukrainiennes gonfleront

encore plus les profits des "marchands de canons". Les populations seront écrasées par la hausse spectaculaire des prix mais les spéculateurs qui contrôlent le commerce mondial s'enrichiront plus que jamais. Quant aux "oligarques russes" dont on saisit les yachts et les avoirs en banque, ils doivent bien ricaner car l'essentiel de leur matelas financier continue à prospérer - au côté de celui des oligarques occidentaux - dans les paradis fiscaux y compris en Angleterre !



Ajoutons que l'un des objectifs des « sanctions » est de provoquer le retournement de la population russe contre son gouvernement en lui pourrissant la vie. Priver les ressortissants de l'usage de leur carte bancaire, interdire à des sportifs de participer aux compétitions paralympiques, cela n'a rien à voir avec une prétendue défense de l'Ukraine !

Mais en matière de "guerre économique", il faut aussi parler de celle que mènent les USA contre leurs propres alliés. En exigeant, par exemple, le blocage des gazoducs Nord Stream, ils entendent s'enrichir en vendant leur gaz de Schiste, mettre des obstacles à la "compétitivité" des pays européens et renforcer la dépendance de ceux-ci à leur égard.

PA BA MOUN BATON POU BAT NOU !

On aura compris que soutenir un camp ou un autre reviendrait à donner à ceux qui sont les ennemis de tous les peuples, les moyens de dominer ceux-ci. Il est donc essentiel de contrecarrer toute propagande qui vise à manipuler les opinions publiques.

Dans toutes les guerres, le contrôle de l'information et la bataille de l'image ont toujours été des enjeux décisifs. Nous avons dénoncé plus haut l'instrumentalisation de la souffrance des civils ukrainiens. Mais plus globalement, il faut déconstruire les

mécanismes visant à diaboliser la Russie et à idéaliser l'Ukraine.

Cibler personnellement Vladimir Poutine et ne parler que des dégâts causés par l'intervention militaire Russe a pour but de conditionner l'opinion et surtout d'empêcher qu'elle ne comprenne les véritables dessous de la guerre, ceux que nous avons exposé en début d'article. Dans le même temps, le camp occidental a fait tout pour cacher la nature du gouvernement ukrainien. Le Président Volodymyr Zelensky serait magiquement devenu le symbole de la paix et de la démocratie ! Il est pourtant avéré qu'il est de mèche avec des milices d'extrême droite et qu'il a déjà bombardé des civils dans la région du DONBAS. (*Les armes qui lui sont livrées atterrissent aussi entre les mains de néo-nazis*).

Pourquoi donc l'Union Européenne a-t-elle démenti l'existence du blocage raciste des non-blancs à la frontière polonaise, alors que de multiples témoignages attestent de cette réalité, à tel point que l'Union Africaine est montée au créneau pour la dénoncer.

Parlant de guerre de l'information, notons que les autorités européennes ont censuré tous les médias qui donnaient des informations contraires à leur propagande (RT, Sputnik, etc.) ... tout en condamnant les atteintes intolérables à la liberté d'expression venant du gouvernement russe dans son pays. Car, les adversaires des occidentaux, eux

aussi, mènent la guerre de l'information et déroulent leur propagande.

Au bout du compte, guerre de l'information, guerre économique, et affrontements militaires en Ukraine constituent un pas de plus vers une possible guerre mondiale.

Pas question, donc, d'être complice d'aucun impérialiste, quel qu'il soit !

Il faut, au contraire, tout faire pour arrêter cette dynamique infernale qui conduirait le monde à une guerre totale dans laquelle, comme le dirait Paul Valéry, des gens qui ne se connaissent pas, se massacreraient « *au profit de gens qui se connaissent et ne massacrent pas* ».

C'est bien pour cela que nous disons que la lutte du peuple Ukrainien contre l'envahisseur est légitime. C'est à lui qu'il appartient de ne pas se laisser instrumentaliser ni par les fascistes, ni par un gouvernement à la solde des impérialistes occidentaux.

De même, c'est au Peuple Russe qu'il appartient de lutter contre la stratégie guerrière de son gouvernement. A cet égard, il faut savoir que, si les médias ne donnent la parole qu'aux opposants pro-occidentaux, les partis socialiste et communiste Russes, qui sont des forces représentatives, ont exprimé leur opposition à la guerre.



Dans un contexte où tous les pays impérialistes ont entrepris de fasciser leur société, soumettant leurs populations aux pires mesures liberticides, où le pouvoir des multinationales et des spéculateurs est sans partage, où les gouvernements à leur solde sabotent tous les services publics et tous les acquis sociaux, au nom d'un ultralibéralisme barbare,

A l'heure où le rapport du GIEC datant du 28 février 2022, nous indique que « entre 3,3 et 3,6 milliards d'humains (presque la moitié de l'humanité) vivent déjà dans des contextes qui sont hautement vulnérables au changement climatique », **les intérêts des peuples sont ailleurs !**

L'urgence est que chaque peuple se batte pour sa véritable souveraineté, que chacun, tournant le dos à la globalisation ultralibérale, s'engage dans la voie d'un développement endogène et autocentré, visant à garantir le mieux-vivre des populations, le respect de l'environnement et du vivant, l'intérêt des générations futures et la paix entre les peuples.

AGENDA

LES DIMANCHES DE 8H30 À 11H45

**SYNTHÈSE DE L'ACTUALITÉ
INTERNATIONALE
ECHANGES AVEC LES AUDITEURS
SUR RFA RADIO**



☎ 05 96 03 14 03

Sur le net : www.web-rfaradio.com



Radio Jik An Bout

Lien : <https://jikanbouttv.com/radio/>

&

Facebook Jik An Bout

UNE INFORMATION ALTERNATIVE



CONTACTS :

cncpmartinique@gmail.com

0696 41 41 32 / 0696 25 28 78

0696 33 26 32.

